

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-SIXIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1425^e
SÉANCE

*Mercredi 1er décembre 1971,
à 15 h 25*

NEW YORK

Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur l'environnement : rapport du Secrétaire général (suite) [A/8308, A/8309, A/8403, (chap. XI), A/8509 et Add.1, A/C.2/269, A/C.2/L.1185/Rev.1, A/C.2/L.1195, A/C.2/L.1202, A/CONF.48/PC/13, E/4991 et Add.1, E/5003]

1. M. MOLINA DUARTE (Venezuela) félicite le Secrétaire général de la Conférence de ses travaux préparatoires. Il félicite aussi les orateurs qui l'ont précédé de leurs interventions éloquentes et complètes. Néanmoins, la délégation vénézuélienne a pu constater que ces interventions étaient pour la plupart orientées vers l'étude des risques inhérents à l'environnement, c'est-à-dire ceux qui, en majorité, résultent des activités de l'homme et qui sont surtout caractéristiques des pays développés. Sans nier l'importance de ces problèmes, M. Molina Duarte voudrait appeler l'attention des membres de la Commission sur les problèmes extrêmement graves que pose l'environnement dans les pays en voie de développement et qui proviennent en partie de la nature elle-même et en partie de l'exploitation économique, du sous-développement, de l'analphabétisme et de la malnutrition. Les dangers naturels de l'environnement, c'est-à-dire ceux qui affectent essentiellement les pays en voie de développement, peuvent être physiques (climat, composition de l'eau, etc.), microbiens (paludisme, thyphoïde, etc.) et sociaux (âge de la population, bruit, surpeuplement, etc.).

2. Les pays développés sont parvenus à atténuer ou à éliminer une grande partie des problèmes naturels de l'environnement et ils se préoccupent maintenant des problèmes artificiels qui résultent de l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles, de l'absence de planification dans le développement industriel et de l'expansion incontrôlée des zones urbaines. Par contre, les pays en voie de développement qui sont, selon leur degré de développement, plus ou moins affectés par les problèmes artificiels de l'environnement doivent faire face à de plus graves problèmes naturels. Selon la délégation vénézuélienne, les travaux préparatoires de la Conférence de Stockholm ont été dominés par la préoccupation que causent aux pays industrialisés les dangers artificiels de l'environnement et les dangers naturels n'ont pas suffisamment retenu l'attention si l'on considère leur extrême importance dans les pays en voie de développement.

3. Après avoir cité quelques exemples des dangers naturels de l'environnement, tels que les microbes qui provoquent

certaines maladies intestinales, le paludisme, la peste et une multitude d'autres maladies, M. Molina Duarte dit que la Conférence devrait leur accorder une attention particulière et qu'il n'est pas naturel que les pays en voie de développement commencent à se préoccuper des problèmes que posent les dangers artificiels de l'environnement alors qu'ils n'en ont pas encore surmonté les dangers naturels. Il craint que les recommandations qui seront adoptées à la Conférence de Stockholm ne contribuent pas véritablement à résoudre les problèmes des pays en voie de développement.

4. La Conférence devrait s'efforcer d'aborder à la fois les problèmes de l'environnement et les autres problèmes en fonction du degré de développement de chaque pays. Elle devrait donc attacher aux problèmes qui affectent les populations rurales toute l'attention qu'ils méritent. Elle devrait donc également recommander un ensemble de mesures visant à résoudre ces problèmes et à faciliter la planification économique et sociale des pays en voie de développement. Il conviendrait aussi que ceux-ci procèdent à une évaluation des divers problèmes qui se posent et tiennent compte, là encore, de leur degré de développement. En outre, il faut prendre en considération non seulement les dangers actuels qui pèsent sur l'environnement mais également les dangers potentiels.

5. La délégation vénézuélienne attache une grande importance aux politiques qui tendent à améliorer les conditions de vie des vastes couches de la population rurale dans les pays en voie de développement. Le développement économique n'est pas une fin en soi mais un moyen de faciliter le développement social, la coopération économique, la sécurité internationale, le bien-être de l'humanité et la paix; c'est pourquoi les problèmes de l'environnement sont intimement liés aux problèmes du développement économique et social. La politique de l'environnement devrait donc s'inscrire dans le cadre d'une politique globale qui tienne compte d'un développement industriel équilibré, d'une exploitation rationnelle des ressources naturelles, d'une expansion ordonnée des zones urbaines et d'une juste répartition des richesses. Cette politique devrait également attacher une importance prioritaire aux problèmes qui affectent les secteurs marginaux de la société. La délégation vénézuélienne pense d'autre part que l'on peut parvenir à un développement économique accéléré sans qu'il nuise nécessairement à l'environnement. A cette fin, il faut entreprendre un aménagement du territoire qui prévoie un développement plus équilibré, évitant la détérioration de l'environnement tant du point de vue quantitatif que du point de vue qualitatif, et qui garantisse de meilleures conditions de vie pour la collectivité.

6. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1195, il convient d'apporter quelques modifications au paragraphe 5 à la lumière des observations formulées au cours du débat général. La délégation vénézuélienne partage l'opinion exprimée par la délégation chilienne au sujet des projets de convention. Quant au projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.1, il est conforme à la Déclaration et au programme d'action établi à Lima et une grande partie de son préambule reflète les opinions des pays en voie de développement, mais il est essentiel de tenir compte des risques naturels que présente l'environnement, en particulier pour les populations rurales. A cet égard, la délégation vénézuélienne prendra contact avec les auteurs en vue d'ajouter à ce texte les dispositions nécessaires. Le paragraphe 10 devrait être éliminé ou entièrement remanié, car on ne saurait concevoir le développement économique isolément, sans tenir compte en même temps des problèmes qui relèvent de la justice sociale.

7. Selon M. NÁTHON (Hongrie), ce qui a été accompli au cours des deux dernières années pour préparer la Conférence sur l'environnement marque le début d'une nouvelle époque dans les rapports entre l'homme et son milieu. Il est naturel que les pays hautement industrialisés d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale aient été les premiers à soulever la question de l'environnement et à en saisir l'Organisation des Nations Unies, seul organisme mondial capable d'aborder tous les aspects de ce problème.

8. Malgré leur grande importance, la communauté internationale ne devrait pas trop mettre l'accent sur les problèmes de l'environnement, étant donné tous les autres problèmes auxquels elle doit faire face. Ces problèmes sont étroitement interdépendants et la solution de l'un d'entre eux faciliterait grandement celle des autres. La délégation hongroise sait gré à M. Strong de la façon judicieuse avec laquelle il dirige les travaux préparatoires de la Conférence. Néanmoins, les experts des pays socialistes auraient dû être davantage mis à contribution.

9. La délégation hongroise partage l'opinion que la Conférence n'est pas une fin en soi, mais plutôt un jalon dans le processus par lequel, après avoir reconnu le problème et s'être efforcée de parvenir à un accord de coopération, la communauté internationale appliquera cet accord. C'est pourquoi la délégation hongroise partage entièrement l'opinion que les décisions prises lors de la Conférence devraient être entièrement appliquées. Quant à la question du rapport entre les responsabilités et les efforts nationaux et internationaux, il ressort des travaux préparatoires que la responsabilité principale pour la protection de l'environnement incombe aux autorités nationales, la coopération internationale ne devant servir que de lien organique. Il convient de mettre particulièrement l'accent sur la coopération entre pays voisins qui non seulement partagent les bénéfices de ressources naturelles communes, mais ont également la responsabilité commune de les protéger. La délégation hongroise pense que la Conférence sur l'environnement imprimera un nouvel élan à cette coopération en dégagant certains principes qui devraient régir les activités dans ce domaine.

10. Il est évident que les activités de l'homme sont l'une des principales causes de la dégradation de l'environnement.

Des lois tendant à empêcher les activités nuisibles à l'environnement devraient être incorporées aux législations nationales et celles-ci devraient assurer que les intérêts de la collectivité aient le pas sur ceux de certains groupes. Il devrait également en être ainsi au niveau international.

11. La délégation hongroise est convaincue, comme le secrétaire général de la Conférence, que la question de l'environnement est essentiellement universelle, mais il est difficile d'envisager que les résultats de la Conférence répondront à l'attente de tous sans la participation de la République démocratique allemande. Celle-ci joue un rôle important dans l'aménagement et la protection systématiques de l'environnement, comme l'atteste sa constitution et ses lois. Elle a conclu des accords avec la Tchécoslovaquie et la Pologne afin d'améliorer, par une action concertée, la qualité de l'eau des voies fluviales communes. Toute tentative pour imposer des conditions préalables à la participation de la République démocratique allemande à la Conférence de Stockholm aurait nécessairement des conséquences néfastes pour les préparatifs de la Conférence elle-même. Bien qu'elle approuve en principe les dispositions du projet de résolution A/C.2/L.1195, la délégation hongroise ne peut appuyer ce texte et elle est fermement opposée à l'amendement contenu dans le document A/C.2/L.1202. Par ailleurs, M. Náthon se déclare surpris par le contenu du document A/8509/Add.1 car il ne pense pas qu'il soit approprié de proposer des dépenses sur la base de suppositions. La délégation hongroise se réserve de revenir sur ce point lorsque les organes compétents de l'Assemblée auront examiné les incidences financières.

12. M. OGISO (Japon) fait observer que de nombreux pays ont apporté une contribution positive aux travaux préparatoires de la Conférence de Stockholm, soit en présentant des rapports nationaux sur les questions de l'environnement, soit en prenant part à des groupes de travail intergouvernementaux, soit encore en exprimant leurs opinions au Comité préparatoire en tant qu'observateurs. La délégation japonaise ne peut qu'exprimer sa profonde gratitude au secrétaire général de la Conférence de ses activités dynamiques et efficaces qui, de même que celles de son secrétariat, ont préparé la voie au succès de la Conférence. Elle sait particulièrement gré à M. Strong des efforts qu'il déploie pour répondre aux préoccupations des pays en voie de développement en vue de donner à la Conférence un caractère global. La délégation japonaise est fermement convaincue que les pays en voie de développement tireront grand profit de leur participation à la Conférence.

13. Elle est d'avis que la discussion dont font l'objet les travaux préparatoires pourrait très bien se limiter aux aspects de procédure et à l'approbation des travaux du Comité préparatoire et que le débat sur les questions de fond ne devrait être abordé qu'à la prochaine session du Comité préparatoire et à la Conférence elle-même. A cet égard, la délégation japonaise estime que le projet de résolution A/C.2/L.1195 dont elle est coauteur exprime très bien la position que l'Assemblée générale devrait adopter au stade actuel du processus de préparation. Ce projet de résolution reflète suffisamment, en particulier au paragraphe 7, les préoccupations et les intérêts des pays en voie de développement.

14. La Conférence n'est pas une fin en soi; elle est plutôt le point de départ d'efforts longs et ardues visant à protéger et à améliorer l'environnement et il importe dès maintenant d'assurer son succès à ce titre. C'est pourquoi la délégation japonaise aimerait souligner l'importance que présente l'adoption, lors de la Conférence de Stockholm, du projet de déclaration sur l'environnement et des projets de conventions sur des questions urgentes telles que le contrôle de la pollution des mers, ainsi que l'importance de la coopération internationale dans des domaines tels que l'échange d'informations et la formation. De même que le secrétaire général de la Conférence, elle aimerait également insister sur la nécessité d'adopter une stratégie pour résoudre les problèmes de l'environnement. A cet égard, elle attend avec intérêt la prochaine réunion d'experts chargés d'étudier la question des priorités concernant les plans d'action, car les ressources limitées doivent d'abord servir à résoudre les problèmes qui revêtent une certaine urgence aux niveaux régional et international.

15. En ce qui concerne le rapport entre le développement et l'environnement, la délégation japonaise est d'avis que, loin d'être contradictoires, ces deux notions doivent être envisagées simultanément dans le processus du développement. En prenant des mesures visant à protéger l'environnement dès le premier stade de leur développement industriel, les pays en voie de développement éviteront le coût élevé que les pays développés ont dû payer dans ce domaine.

16. Le projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.1 pose un problème à la délégation japonaise car il semble que toute action contre la pollution sera préjudiciable à la croissance économique des pays en voie de développement et à l'assistance qu'on leur apporte. Elle estime donc particulièrement difficile d'accepter les dispositions contenues dans les paragraphes 7 et 8, qu'elle considère comme des conclusions hâtives. On ne connaîtra qu'après la Conférence de Stockholm la nature du rapport entre le développement et l'environnement ainsi que celle des mesures internationales nécessaires et de la participation des pays en voie de développement à l'application de ces mesures. Il y a certes lieu d'accroître l'assistance technique dans le domaine de l'environnement, mais il est prématuré de discuter la nécessité et l'étendue d'une assistance technique supplémentaire sous forme de transfert de ressources avant de connaître les résultats de la Conférence. En effet, au stade actuel, il convient d'éviter de susciter des divergences de vues qui pourraient inutilement compliquer les travaux de la Conférence.

17. M. BARTOLOME (Philippines) dit que la prochaine Conférence sur l'environnement offre la possibilité historique d'entreprendre des efforts concertés dans l'intérêt de tous les peuples et dans un domaine nouveau et inconnu. La délégation philippine pense comme le secrétaire général de la Conférence que la coopération internationale revêt une importance capitale pour la protection de l'environnement. Elle est convaincue que les qualités de M. Strong contribueront pour beaucoup au succès de la Conférence.

18. Vu l'importance de la population humaine et les répercussions accrues de ses actions sur le système écologique, il faut planifier les activités relatives à l'environ-

nement aux niveaux national, régional et mondial. Dans ce domaine, pays développés et pays en voie de développement devraient entreprendre des efforts communs. Environnement et développement ne sont pas nécessairement incompatibles. Les prérogatives de la souveraineté nationale et une action collective en matière d'environnement ne sont pas non plus contradictoires. En fait, les intérêts du développement et de l'environnement sont convergents et, comme l'a dit le secrétaire général de la Conférence, il faut concilier les exigences d'un environnement naturel sain et celles d'un environnement global propice au plein développement des possibilités de chaque individu. Les programmes de développement doivent être harmonisés avec les politiques de l'environnement et, bien que le développement doive conserver une importance essentielle pour les pays peu avancés, c'est faire preuve d'étroitesse de vue que prétendre qu'ils peuvent attendre un stade plus avancé de leur développement pour prendre des mesures concernant l'environnement, car on méconnaît ainsi les dangers d'une pollution irréversible.

19. D'autre part, pendant longtemps encore, le coût de la lutte contre la pollution actuelle sera trop élevé pour les pays en voie de développement. Leur participation aux préparatifs de la Conférence a permis d'orienter celle-ci vers les problèmes particuliers que l'environnement présente pour eux. Ils devraient tirer le meilleur parti possible des possibilités que leur offre la Conférence d'établir un lien solide entre le développement et l'environnement. Les mesures tendant à améliorer l'environnement peuvent être prises dans le cadre des programmes de développement à tous les niveaux et l'exploitation rationnelle des ressources peut améliorer plutôt qu'amoinrir les perspectives de développement. L'accent devrait davantage être mis sur la recherche et l'application de techniques non polluantes au meilleur marché possible pour les pays en voie de développement. Ceux-ci tireraient également profit d'une politique de l'environnement facilitant l'utilisation de produits naturels au lieu de produits synthétiques. Enfin, il faudrait également explorer les possibilités de mieux répartir dans le monde la capacité de production industrielle et le recyclage des ressources devrait davantage retenir l'attention.

20. Les résultats de la Conférence se mesureront au degré d'application du plan d'action qui sera adopté à Stockholm. Il faudra que ce plan, qui pourra à tout moment être révisé, tende, comme l'a dit la délégation brésilienne, à augmenter les connaissances sur les problèmes de l'environnement et à assurer l'application des connaissances déjà acquises. Quoi qu'il en soit, sur certains problèmes et notamment sur celui de la pollution des mers, les connaissances actuelles sont déjà suffisantes pour justifier une action collective.

21. Si la majeure partie des mesures doivent être prises à l'échelon national, la nécessité d'assurer une coopération à l'échelon régional ne s'en fait pas moins sentir. A l'échelon international, les mesures devront être non seulement coordonnées entre elles mais aussi harmonisées avec les mesures de caractère national et régional. La coopération à l'échelon international devra être fondée sur l'acceptation aussi large que possible des principes généraux qui seront énoncés dans la déclaration sur l'environnement. Un avant-projet de cette déclaration a été soumis à la troisième session du Comité préparatoire, lequel n'est malheureu-

sement pas parvenu à concilier les vues très divergentes qui ont été exprimées sur sa forme et son contenu. La délégation philippine lance un appel au Groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer ce projet pour qu'il ne ménage aucun effort en vue d'arriver à un accord. Il est en effet indispensable que le projet de déclaration soit présenté à la Conférence sous une forme aussi précise que possible.

22. Il faut espérer que le projet de convention sur la pollution et la conservation des mers sera élaboré à temps pour être soumis à la Conférence, car c'est une question extrêmement importante. La délégation philippine estime qu'il serait également utile de créer dès à présent un système de contrôle ou de surveillance et de faire progresser les travaux relatifs à l'établissement de normes et à la lutte contre la dégradation des sols. Elle note avec satisfaction les efforts déployés par les groupes de travail intergouvernementaux des sols, de la pollution des mers, de la conservation et des contrôles ou de la surveillance.

23. La Conférence étant appelée à prendre place dans le processus permanent de coopération sur les problèmes de l'environnement, la délégation philippine pense, comme la délégation suédoise, qu'il importera de conclure des arrangements institutionnels après la Conférence. Quel que soit le mécanisme qui sera éventuellement mis en place, il devra être suffisamment souple pour pouvoir s'adapter en fonction de l'acquisition de connaissances nouvelles. S'il faut utiliser au maximum les mécanismes déjà existants, il importe néanmoins que l'Organisation des Nations Unies devienne le centre de coordination des efforts.

24. La délégation philippine appuie le projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.1 et les dispositions de la Déclaration de Lima concernant l'engagement que devraient prendre les pays développés en vue de faire obstacle à la pollution, à la fourniture de ressources supplémentaires aux pays en voie de développement au titre de l'environnement et la protection des intérêts de ces pays en matière de commerce et de développement dans le cadre des politiques d'environnement des pays développés. Il est évident que le coût des mesures qui seront prises devra, pour la plus grande part, être à la charge des pays développés du fait qu'ils sont les grands responsables de la pollution et qu'ils disposent des ressources nécessaires pour s'attaquer à la solution des problèmes; en outre, une assistance technique et financière accrue devra être offerte aux pays en voie de développement. La délégation philippine appuie le principe de l'établissement d'un fonds spécial pour les programmes en matière d'environnement mais se réserve le droit de revenir sur cette question à une séance ultérieure.

25. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1195 qu'elle a l'honneur de parrainer, la délégation philippine ne peut qu'appuyer les vues exprimées par la délégation suédoise. Elle insiste sur la nécessité d'arriver à un accord, dès avant la Conférence, sur le règlement intérieur de la Conférence, afin que celle-ci puisse consacrer tout son temps à l'examen des questions de fond.

26. Le rapport sur l'état de l'environnement devrait être établi chaque année, ou à des intervalles plus longs, et il serait utile d'examiner la proposition d'établir un lien plus étroit entre les plans d'action et le rapport.

27. La délégation philippine félicite le secrétariat de la Conférence d'avoir décidé de réduire le volume de la documentation, ce qui ne pourra que faciliter les travaux. Elle exprime l'espoir que la Conférence ne se verra pas réduite, faute de temps, à entériner purement et simplement les propositions dont elle sera saisie. Du fait que les travaux préparatoires sont nécessairement longs et approfondis, les gouvernements ont la possibilité d'être associés à tous les stades des préparatifs, depuis l'établissement de l'ordre de priorité jusqu'à l'élaboration des programmes d'action. On peut donc espérer qu'étant donné sa courte durée, la Conférence ne sera pas saisie de nouvelles propositions ni de nouveaux plans d'action et qu'elle pourra ainsi se borner à prendre des décisions sur les propositions au sujet desquelles un degré suffisant d'accord aura pu être réalisé.

28. La délégation philippine se félicite des efforts entrepris en vue de mobiliser l'opinion publique en faveur de la Conférence. Il convient en effet de ne pas sous-estimer l'importance de la diffusion des informations sur les objectifs et les résultats de la Conférence, ainsi que sur les activités qui lui feront suite.

29. Avec le secrétaire général de la Conférence, la délégation philippine exprime l'espoir que les intérêts mondiaux, plus larges et plus nobles, l'emporteront à la Conférence de Stockholm sur les intérêts nationaux ou particularistes étroits qui, en de nombreuses circonstances, ont empoisonné l'histoire de l'humanité.

M. Brito (Brésil), vice-président, prend la présidence.

30. M. GUELEV (Bulgarie) déclare que son pays s'est vu en butte à de nombreux problèmes d'environnement, notamment en matière de pollution de l'eau, de l'air et des sols, sans oublier les problèmes que pose l'urbanisation. Cette situation était inévitable étant donné la nécessité d'accélérer le développement économique national. Toutefois, en dépit du manque d'expérience dans certains domaines de l'environnement, la Bulgarie a réussi à atténuer dans une mesure appréciable les méfaits du développement industriel et de la modernisation de l'agriculture, grâce au caractère planifié de son économie socialiste ainsi qu'à la coopération avec les pays socialistes ayant une plus longue expérience, notamment, en matière d'industrialisation. De grands efforts ont été déployés dans le domaine de la préservation de la nature et, plus récemment, dans beaucoup d'autres domaines qui font à présent l'objet d'études liées à la préparation de la Conférence de Stockholm.

31. L'idée de convoquer la Conférence de Stockholm, dont il y a lieu de féliciter une fois de plus le Gouvernement suédois, a été une initiative heureuse. Au stade déjà avancé de préparation de la Conférence, on peut encore mieux se rendre compte du nombre et de la complexité des problèmes dits de l'environnement. Avec le représentant de la Suède, le représentant de la Bulgarie estime que l'un des objectifs de la Conférence a déjà été presque atteint, à savoir d'attirer l'attention de l'opinion publique et des gouvernements sur l'importance des problèmes de l'environnement et sur la nécessité d'une plus large coopération internationale dans ce domaine. Cependant, au fur et à mesure que se poursuivent les travaux préparatoires de la Conférence et que se prolongent les discussions au sein du

Comité préparatoire et de l'Assemblée générale, on constate une multiplication constante des problèmes à traiter, et surtout à résoudre, par la Conférence. Cette tendance ne laisse pas de préoccuper la délégation bulgare car elle risque d'avoir pour effet de réduire en fin de compte, par excès de zèle, le succès de la Conférence de Stockholm. Le représentant du Brésil a donné un exemple très éloquent du risque que court la Conférence de ne pas pouvoir procéder à un échange de vues utile si l'on veut étendre sa compétence jusqu'à vouloir lui faire adopter des conventions internationales ou inclure dans le plan d'action des objectifs par trop ambitieux.

32. Etant extrêmement importants et complexes, les problèmes dont sera saisie la Conférence devront faire l'objet d'études plus approfondies par les organes compétents de la Bulgarie avant que la délégation bulgare puisse formuler des avis plus précis. Il ne convient pas de préjuger les décisions de la Conférence quant au fond des problèmes qu'elle discutera, notamment pour ce qui a trait au code de comportement en matière d'environnement, au cadre institutionnel à donner aux efforts internationaux et au financement des mesures qui seraient prévues dans le plan d'action. La délégation bulgare dit son étonnement d'entendre, dans le cadre de l'examen du projet de résolution A/C.2/L.1195, certains représentants aborder ces problèmes d'une manière qui pourrait donner à croire qu'un accord serait d'ores et déjà réalisé sur eux. Les interprétations du paragraphe 6 du dispositif données par quelques délégations sont venues confirmer les doutes de la délégation bulgare en ce qui concerne l'opportunité de ce paragraphe. Les explications d'après lesquelles l'adoption de certaines conventions ne serait pas contraignante pour les Etats représentés à la Conférence n'ont pas dissipé ces doutes et la délégation bulgare continue à penser que ce paragraphe, sous sa forme actuelle, ne devrait pas se trouver dans une résolution qui se veut de procédure.

33. En ce qui concerne la participation à la Conférence de Stockholm, question qui pour elle revêt une très grande importance, la délégation bulgare rappelle qu'elle a insisté dès le début sur la nécessité d'assurer à la Conférence un caractère d'universalité. Comme l'a très bien dit le représentant de la Suède, la question de l'universalité de la Conférence devrait être résolue dans un esprit de sagesse politique et de compréhension. Or, force est de constater que tel n'est pas le cas. La délégation bulgare voudrait souligner à ce propos qu'elle a beaucoup de mal à comprendre les considérations qui ont inspiré les auteurs de l'amendement tendant à introduire dans le projet de résolution la formule bien connue de discrimination et, partant, à consacrer cette discrimination vis-à-vis de certains Etats, notamment la République démocratique allemande. C'est là certes une initiative particulièrement inopportune et regrettable dans les conditions du moment. Tout le monde s'accorde à reconnaître que les problèmes dont sera saisie la Conférence sont très importants et que leur solution exige une large coopération internationale; nul ne conteste que la participation d'un Etat comme la République démocratique allemande serait de la plus grande utilité pour la réussite de la Conférence. Au cours de la discussion, des appels dramatiques ont été lancés quant à l'importance et à l'urgence des problèmes que devra résoudre la Conférence. Pourtant, en contradiction flagrante avec toutes ces considérations, certains ont cru

devoir faire une fois de plus obstacle à l'application du principe de l'universalité; ils se sont inspirés de considérations politiques à courte vue, considérations qui n'ont apparemment rien à voir avec le souci d'assurer la réussite de la Conférence. Faisant observer qu'au point *b* du paragraphe 5 du projet de résolution A/C.2/L.1195, les auteurs parlent d'un projet de plan d'action, constituant une stratégie globale de la communauté mondiale, le représentant de la Bulgarie pose la question de savoir si, à sa vingt-sixième session, l'Assemblée générale a toujours la même conception de la communauté internationale qu'à l'époque où a été inventée la formule bien connue de discrimination. Il fait appel aux auteurs du projet de résolution pour qu'ils n'acceptent pas l'amendement A/C.2/L.1202 et tient à préciser que, dans tous les cas, le vote de sa délégation sur l'ensemble du projet de résolution sera motivé par les considérations qu'il vient d'exposer.

34. Avec plusieurs autres délégations qui ont déjà fait connaître leur point de vue en la matière, la délégation bulgare estime qu'il importe de tenir compte dans l'élaboration du projet de déclaration sur l'environnement, de certains faits comme la destruction et la détérioration de l'environnement du fait de l'utilisation de produits chimiques et des bombardements massifs au Viet-Nam et dans d'autres régions de l'Indochine par les troupes d'agression. Il s'agit là d'actes que l'opinion publique mondiale a dénoncés avec force et indignation et qui auront, sans conteste, des conséquences à long terme sur l'environnement et l'économie des pays qui en sont les victimes. Il est grand temps de mettre fin à ces actes de barbarie partout où ils se produisent. La délégation bulgare estime que la Conférence de Stockholm se devra d'apporter un appui décisif aux exigences en la matière de la communauté internationale.

35. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.1, la délégation bulgare en partage les idées maîtresses, parmi lesquelles elle tient à mentionner celles qui lui semblent particulièrement dignes d'être retenues, à savoir que le développement représente, au stade actuel, la meilleure solution possible de la plupart des problèmes d'environnement dans les pays en voie de développement; que les critères et les normes minimales de sauvegarde de l'environnement devront, de manière générale, être définis à l'échelon national; que le plan d'action et les propositions d'action qui seront présentés à la Conférence devront notamment respecter pleinement l'exercice de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et le droit qu'à chaque pays d'exploiter ses propres ressources, conformément à ses propres priorités et à ses propres besoins et de telle manière qu'il évite de provoquer des effets préjudiciables pour d'autres pays. Il s'agit là de positions de principe auxquelles la délégation bulgare peut souscrire sans hésitation. Il est en effet hors de doute que la Conférence de Stockholm devra avoir pour but essentiel de stimuler les activités aux trois niveaux, national, sous-régional et régional, et que la collaboration internationale en matière d'environnement devra, non pas se faire au détriment de la souveraineté nationale et notamment de la souveraineté sur les ressources naturelles, mais plutôt contribuer à la renforcer. La délégation bulgare approuve aussi le principe sur lequel a insisté le représentant du Koweït, à savoir que la primauté du développement économique indépendant

doit être l'objectif principal de la coopération économique internationale, dans l'intérêt du bien-être de l'humanité, de la paix et de la sécurité. Cette position est d'ailleurs reflétée dans la Déclaration commune des pays socialistes sur la deuxième Décennie du développement et du progrès social, faite à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale¹.

36. La délégation bulgare éprouve toutefois quelques doutes quant à l'utilité et l'opportunité de certaines dispositions du projet de résolution en question, et plus particulièrement du point *b* du paragraphe 4 et du paragraphe 8 du dispositif. Elle tient cependant à faire observer qu'il est souligné à juste titre, au neuvième alinéa du préambule du projet de résolution, que la pollution à répercussions mondiales est causée essentiellement par certains pays hautement développés, du fait de leur propre niveau élevé d'activités industrielles imparfaitement planifiées et insuffisamment coordonnées. La délégation bulgare est d'avis que, dans ce domaine comme dans celui du développement général, il serait nécessaire de délimiter les responsabilités. On ne saurait en effet mettre tous les Etats sur un pied d'égalité, comme on ne saurait le faire en ce qui concerne leurs responsabilités historiques vis-à-vis du retard économique et social des pays en voie de développement.

37. M. ANANITCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que, ainsi qu'il ressort du rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement des travaux préparatoires à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, un grand pas a déjà pu être fait et qu'on a maintenant une conception beaucoup plus claire des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence. On peut considérer le stade actuel des préparatifs comme une transition entre l'examen des buts et mesures et l'élaboration des projets de convention qui seront soumis à la Conférence. Il reste toutefois encore beaucoup à faire pour assurer une bonne organisation de la Conférence, mais M. Ananitchév se plaît à souligner que, dès le début, l'Union soviétique s'est attachée à assurer l'établissement d'une coopération internationale dans le domaine de l'environnement et en donne pour preuve les nombreux contacts que son pays a établis à l'échelon bilatéral et à l'échelon multilatéral avec de nombreux autres pays intéressés.

38. De l'avis de la délégation soviétique, l'importance des problèmes dont sera saisie la Conférence est telle qu'il faut absolument donner à leur examen un caractère d'universalité. L'importance de l'environnement est encore accrue du fait du lien incontestable qui l'unit aux problèmes de la paix, de la coopération internationale et de l'indépendance politique et économique des peuples.

39. Se fondant sur l'expérience qu'elle a déjà acquise, l'Union soviétique est optimiste quant aux possibilités de résoudre les problèmes de l'environnement; en effet, elle a déjà pu inscrire certaines réalisations à son actif, réalisations qui lui ont été relativement faciles du fait que ses ressources naturelles sont patrimoine national et qu'elle a adopté un système unique de planification économique, scientifique et technique. Ces deux facteurs lui ont permis de résoudre, d'une manière satisfaisante, le problème de l'utilisation

globale des ressources naturelles sur la base d'une répartition rationnelle des forces de production sur l'ensemble du territoire. L'optimisme de l'Union soviétique se fonde également sur sa foi dans la science et la technique qui donnent une image précise des problèmes, font apparaître les dangers éventuels et permettent d'éliminer les effets néfastes de la production.

40. Si les problèmes de l'environnement doivent être résolus surtout sur le plan national, leur portée a néanmoins une dimension mondiale; il importe donc de les aborder également dans le cadre de la coopération internationale.

41. Le conflit entre l'homme et la nature n'est pas nouveau mais a au contraire une longue histoire; celle-ci est due aux lacunes dans les connaissances de l'homme et à l'imperfection des structures sociales et économiques du passé dont l'action a été inconsciente et, dans certains cas, rapace. Engels a dit un jour que toute l'histoire de l'humanité dans le contexte des relations de l'homme avec la nature n'est que de la préhistoire et que l'histoire ne commencera vraiment qu'avec l'avènement du communisme, où l'homme vivra en harmonie avec la nature. Le savant soviétique Vernadski a qualifié l'époque actuelle de transition entre l'homme de la biosphère et l'homme de la noosphère qui agira rationnellement sur la nature et la transformera sans pour autant provoquer de conséquences indésirables.

42. Le représentant de l'Union soviétique rappelle que, dans sa résolution 2657 (XXV), l'Assemblée générale a réaffirmé que les politiques relatives à l'environnement devraient être envisagées dans le contexte du développement économique et social, compte tenu des besoins particuliers du développement dans les pays en voie de développement. Personne ne conteste qu'il faut envisager la solution des problèmes du développement et ceux de l'environnement dans le cadre de la planification et qu'il ne faut pas que la solution des seconds entrave la solution des premiers. Nul ne conteste non plus la nécessité de planifier à long terme et d'une manière intégrée la solution des problèmes que posent l'urbanisation et la construction industrielle. Il sera ainsi possible d'améliorer l'environnement dans les zones urbaines, ce qui facilitera la solution des problèmes du logement. Le représentant soviétique déclare qu'il ne partage pas l'avis de ceux qui, à la troisième session du Comité préparatoire, ont déclaré que les problèmes du logement devraient également être examinés par la Conférence de Stockholm. M. Ananitchév constate une tendance à élargir par trop l'ordre du jour de la Conférence et estime qu'il serait préférable que celle-ci concentre son attention sur la question de l'environnement en soi, afin que les autres problèmes, dont l'importance ne fait pas de doute, puissent être résolus en d'autres lieux et en d'autres temps.

43. De l'avis de la délégation soviétique, les travaux déjà accomplis par le secrétariat de la Conférence ont permis de faciliter la création de services nationaux chargés des problèmes de l'environnement et a encouragé les échanges de renseignements ainsi que l'élaboration de quelques mesures concrètes. Il est incontestable que la solution des problèmes à l'échelon international sera grandement facilitée s'ils sont d'abord résolus d'une manière satisfaisante à l'échelon national.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

44. La délégation soviétique comprend le souci qu'ont les pays en voie de développement de défendre leurs intérêts en matière de développement économique indépendant dans le cadre de l'examen des questions de l'environnement et de l'utilisation des ressources naturelles. C'est pourquoi elle considère le projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.1 comme logique et convaincant; toutefois, elle constate avec regret que quelques "améliorations" récemment apportées au texte original ont eu pour effet de l'affaiblir, comme c'est par exemple le cas pour le dernier alinéa du préambule. La délégation soviétique regrette en outre de constater que les dispositions du projet de résolution ne procèdent pas toutes de la même conception. C'est notamment le cas pour les paragraphes relatifs aux moyens financiers supplémentaires. La position de principe de la délégation soviétique en la matière est bien connue; aussi n'est-il nul besoin de l'exposer à nouveau. Par ailleurs, la délégation soviétique éprouve quelques doutes quant à la nécessité d'adopter une résolution d'une portée si large alors que la Conférence sera précisément chargée d'examiner les multiples problèmes de l'environnement. De l'avis de la délégation soviétique, la Conférence devra marquer le point de départ dans la prise de mesures efficaces et il serait prématuré d'organiser la Conférence en vue de l'adoption définitive de conventions ou autres mesures du même ordre impliquant des obligations financières pour les Etats. L'élaboration de conventions est une entreprise de longue haleine qui doit être confiée à des spécialistes. M. Ananitchev ne croit pas, quant à lui, que deux années de travaux préparatoires sont une période suffisante pour arriver à des décisions définitives et établir des règles en matière d'environnement. Il importe à cet égard, de faire preuve de plus de réalisme.

45. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1195, le représentant de l'Union soviétique déclare que le paragraphe 6 du dispositif est, pour sa délégation, inacceptable sous sa forme actuelle. Par ailleurs, il fait observer que le problème de l'environnement est universel et que, par conséquent, la Conférence doit avoir une participation à caractère universel. Il regrette de constater que les deux projets de résolution dont la Commission est saisie ne tiennent pas compte de cette nécessité et déplore que l'amendement A/C.2/L.1202 cherche à introduire dans le projet de résolution A/C.2/L.1195 la formule bien connue de Vienne, dénichée dans les archives de la guerre froide. M. Ananitchev se demande si cet amendement n'a pas pour but inavoué d'obliger quelques Etats à examiner la question de leur participation à la Conférence ou de semer le doute quant à la nécessité même de la Conférence. Il se réserve le droit de revenir sur la question de l'universalité, mais espère néanmoins que la sagesse l'emportera, à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale; il constate avec satisfaction que la question de l'universalité gagne du terrain aux Nations Unies et en donne pour preuve le fait que ce principe a été reconnu par l'Assemblée générale dans la résolution 2734 (XXV), c'est-à-dire dans la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale. Au paragraphe 11 de cette déclaration, l'Assemblée générale recommande en effet que tous les Etats contribuent aux efforts déployés pour assurer la paix et la sécurité à toutes les nations et établissent, conformément à la Charte, un système de sécurité collective universelle. Le représentant de l'Union soviétique rappelle par ailleurs que, dans sa déclaration à la 1976ème séance de l'Assemblée générale, le 25 octobre, le

représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait appel aux délégations pour qu'elles se laissent guider par les réalités de l'universalité.

46. Il comprend parfaitement le désir sincère de ceux qui veulent assurer la participation de la République démocratique allemande à la Conférence et, faisant observer que ce pays occupe une place centrale en Europe, estime qu'il faut envisager sa participation à la fois du point de vue juridique et du point de vue purement pratique.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres III à VII, VIII (sections A à C), IX à XIV, XXI et XXII] (suite*) [A/8403 et Add.1 (quatrième et cinquième parties), A/C.2/L.1199/Rev.1, A/C.2/L.1206]

47. M. DE RIVERO (Pérou) présente le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 portant sur la situation monétaire internationale et dont les auteurs sont des pays du Groupe des Soixante-Dix-Sept.

48. M. de Rivero rappelle que, au moment où a pris fin la discussion générale à la Deuxième Commission, les pays du Groupe des Soixante-Dix-Sept ont présenté un mémorandum sur la situation monétaire internationale, dans lequel ils montraient clairement que la situation les préoccupait et où ils se réservaient le droit de présenter un projet de résolution en la matière, après la fin de la Réunion de Lima. Le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 reflète donc l'accord auquel ont abouti les ministres de plus de 90 pays en voie de développement sur la crise qui a éclaté 10 mois à peine après l'adoption de la Stratégie internationale du développement et qui affecte profondément les mesures politiques adoptées dans la résolution s'y rapportant.

49. Les auteurs du projet de résolution considéré souhaiteraient que l'Assemblée générale favorise l'adoption de mesures destinées à remédier à la situation. Dans les paragraphes 1 à 4 du dispositif, trois types de mesures sont suggérées, à savoir la pleine participation des pays en voie de développement et de toute la communauté internationale au processus de prise de décision, afin de résoudre la crise monétaire actuelle; l'élimination des mesures restrictives adoptées dans le contexte de la crise monétaire internationale; la proposition d'étudier ces solutions en tenant compte, notamment, d'une série de considérations et de principes directeurs qui figurent également dans le projet de résolution considéré.

50. Il est inadmissible, vu les dispositions de la Charte des Nations Unies, que la masse des liquidités internationales et la valeur des réserves en devises dépendent de politiques adoptées pour équilibrer les balances des paiements de certains pays, ou de manœuvres de spéculateurs internationaux. Il est également inadmissible que ce soit un groupe de pays restreint qui prenne à lui seul une décision pour remédier à ces injustices, sans la participation d'autres Etats intéressés. Le représentant du Pérou rappelle à cet égard que les 10 pays qui disposent du plus grand pouvoir de décision au Fonds monétaire international se réunissent

* Reprise des débats de la 1417ème séance.

actuellement à Rome pour envisager l'adoption de mesures conformes à leurs intérêts.

51. C'est pour remédier à cet état de fait que, dans la Déclaration de Lima, les pays du Groupe des Soixante-Dix-Sept demandent aux pays développés la pleine participation des pays en voie de développement, dans des conditions d'égalité avec les autres membres de la communauté internationale, à toutes les consultations et décisions préalables à la réforme du système commercial et monétaire mondial, étant entendu que les pays développés ne devraient pas prendre unilatéralement de décisions qui portent atteinte directement ou indirectement au développement social et économique de pays du tiers monde. Les négociations en vue d'obtenir un nouvel alignement des parités entre les grandes devises auront probablement lieu à Rome au sein du Groupe des Dix, et sans doute ultérieurement par la voie diplomatique au cours de réunions ordinaires des banques centrales des Dix à Bâle.

52. Les pays en voie de développement considèrent qu'ils sont habilités à demander dans le projet de résolution considéré de participer à la réforme monétaire internationale; s'ils demandent également l'élimination de toutes les mesures qui les désavantagent, ce n'est pas seulement parce qu'ils ne sont pas responsables de la crise, mais aussi parce qu'ils ont contribué à créer les grandes réserves internationales qui font l'objet de controverses au sein du groupe des pays capitalistes. M. de Rivero explique ensuite, avec chiffres à l'appui, que les investissements américains entre 1965 et 1969 ont été deux fois et demie plus élevés en Europe que dans les pays en voie de développement, et que les Etats-Unis ont rapatrié une plus grande partie des bénéfices obtenus dans les pays en voie de développement que des bénéfices obtenus par eux sur leurs investissements en Europe. Les pays du tiers monde contribuent donc davantage que les pays d'Europe à l'équilibre de la balance des paiements des Etats-Unis. Les énormes investissements des sociétés américaines dans des filiales européennes et non dans les pays en voie de développement constituent une des causes importantes de la crise que traversent les Etats-Unis, car pour préserver leurs bénéfices elles ont augmenté les prix sans retenue — ce qui contribue à l'inflation — puis ont spéculé sur le dollar après l'adoption des mesures correctives. C'est pourquoi les pays en voie de développement demandent au paragraphe 4 du dispositif de participer pleinement aux décisions intéressant la réforme monétaire internationale.

53. Au paragraphe 2 du dispositif, les auteurs du projet de résolution demandent l'élimination de toutes les mesures qui entravent les échanges, en raison des résultats obtenus en faveur des pays en voie de développement au sein du GATT et de la CNUCED et de la libéralisation du commerce que s'efforcent d'obtenir les pays en voie de développement. M. de Rivero rappelle à cet égard que les pays de la Communauté économique européenne et les Etats-Unis sont divisés en ce qui concerne l'adoption de solutions, au sein du GATT, garantissant un retour *au statu quo* et favorisant la libéralisation du commerce international, ce qui crée une atmosphère propice au protectionnisme et à la guerre commerciale entre ces pays. D'autre part, les pays en voie de développement, alors qu'ils sont victimes de restrictions commerciales, ont conclu entre eux

des négociations commerciales au sein du GATT s'accordant des concessions douanières et non douanières sur 300 produits pour une valeur d'environ 500 millions de dollars.

54. Le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution envisagé est également très important, puisqu'il s'agit des considérations et des principes directeurs qui doivent être pris en considération dans la réforme de l'ordre monétaire international. Selon les pays en voie de développement du Groupe des Soixante-Dix-Sept, le nouveau système monétaire international ne doit autoriser que de faibles variations du taux de change, le flottement des cours ayant des effets néfastes sur le commerce des pays en voie de développement vu qu'il modifie les prix internationaux de leurs produits d'exportation. Les auteurs du projet de résolution estiment que la création de liquidités internationales supplémentaires doit être conforme aux besoins du commerce international et aux besoins particuliers des pays en voie de développement. Ils considèrent également que l'on doit continuer d'étudier la création d'un lien entre les DTS et la fourniture d'une assistance au développement. Les auteurs du projet de résolution demandent également des garanties contre la spéculation afin de protéger les réserves des pays en voie de développement contre ses effets déséquilibrants. Enfin, ils pensent que le système de vote du Fonds monétaire international empêche les pays en voie de développement de participer suffisamment aux décisions finales et demandent que l'on étudie la possibilité de créer un système donnant un plus grand pouvoir de décision à ces pays.

55. Les auteurs du projet de résolution ne demandent pas aux pays développés d'adopter les principes directeurs qu'ils suggèrent, mais seulement d'en tenir compte au moment de la réforme future du système monétaire international. Ils demandent en revanche que les pays développés acceptent pleinement le principe de pleine participation des pays intéressés à la réforme et s'engagent à ne pas maintenir ni établir de restrictions au commerce des pays en voie de développement, c'est-à-dire à respecter les mesures politiques figurant dans la Stratégie et dans la quatrième partie du GATT, ainsi que les engagements pris à la CNUCED.

56. M. de Rivero pense, en accord avec le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, que l'Assemblée générale devra stimuler la coopération en faveur du développement; il demande à la Deuxième Commission d'accepter ce projet de résolution à l'unanimité, puisqu'il représente les suggestions de 96 pays membres en vue de résoudre la crise monétaire.

57. M. AKRAM (Pakistan) présente, au nom des auteurs, le projet de résolution A/C.2/L.1206 sur la situation monétaire internationale. Après avoir fait brièvement l'historique du système monétaire international institué à Bretton Woods, le représentant du Japon a dit qu'une fois la décision prise par les Etats-Unis de suspendre la convertibilité du dollar en or, il ne restait plus aux autres pays qu'à couper leur monnaie du dollar en laissant flotter leur taux de change. Les auteurs du projet de résolution s'inquiètent donc des effets défavorables de la crise sur les efforts qu'ils déploient, ainsi que d'autres pays en voie de développement, pour assurer la croissance de leur économie. Le déséquilibre des relations monétaires et commerciales entre

les pays avancés se reflète dans les économies des pays en voie de développement, qui souffrent surtout des taxes imposées aux importations et de la réduction du niveau de l'assistance étrangère.

58. Le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 met en relief le désir des pays en voie de développement de voir élaborer un code de procédure pour résoudre la crise à court terme, ainsi que les déséquilibres qui en sont responsables. M. Akram formule l'espoir que les positions adoptées dans cette proposition seront généralement approuvées par les pays développés à économie de marché.

59. Il est encourageant de voir que, lors de la réunion récente du Conseil des gouverneurs du FMI, les participants sont arrivés à un consensus sur les principes généraux permettant de résoudre les questions importantes. Mais il ne faut pas oublier les différences d'opinion des principales parties intéressées. La crise monétaire est due au déséquilibre des balances des paiements des pays développés à économie de marché; aussi, pour créer une atmosphère qui ne s'oppose pas à une grande réforme du système, il convient de résoudre les questions suivantes : d'abord, l'ampleur des modifications à apporter aux taux de change et aux pratiques commerciales pour rééquilibrer la balance des paiements des Etats-Unis; ensuite l'abrogation de la surtaxe de 10 p. 100 à l'importation imposée par les Etats-Unis. M. Akram explique à cet égard que cette surtaxe est une mesure prise délibérément pour inciter d'autres pays à élever leur parité de change et stimuler l'économie des Etats-Unis en favorisant la consommation des produits nationaux. Les autres pays à économie de marché considèrent que la réévaluation de leurs monnaies est une concession intolérable accordée aux Etats-Unis pour répondre à leur surtaxe à l'importation. Ils n'ont d'ailleurs pas attendu longtemps pour faire observer que la surtaxe, en renforçant le dollar sur le marché international, tendait à limiter le flottement vers la hausse des autres monnaies et défavorisait donc l'objectif des Etats-Unis qui était l'élévation des taux de parité. Enfin, il faut également régler la question de la répartition des charges.

60. Si les pays développés à économie de marché ont des difficultés à arriver à un accord, c'est qu'aucune grande nation n'a ressenti de graves difficultés économiques à la suite des décisions des Etats-Unis; que les Européens n'ont pas encore résolu tous les différends qui les opposent; enfin, que les Etats-Unis semblent jusqu'à présent satisfaits de leur situation, leur production intérieure étant protégée par la surtaxe à l'importation et par la légère augmentation des taux de change des autres devises.

61. Cependant, l'on se rend généralement compte que la situation actuelle est précaire, et dans certains pays à économie de marché il y a une forte pression politique interne en faveur d'une réaction à la surtaxe des Etats-Unis. C'est dans ce contexte que le Danemark a fixé lui aussi une surtaxe de 10 p. 100 à l'importation et que le Canada, la Belgique et l'Italie envisagent ou ont déjà adopté des mesures de compensation.

62. Les pays en voie de développement, sur lesquels se répercuteraient ces mesures, ont donc intérêt à ce que les parties principales s'accordent le plus rapidement possible.

Le but du projet de résolution A/C.2/L.1206 est d'appeler l'attention des pays à économie de marché sur la nécessité d'un tel accord. Les membres de la Deuxième Commission noteront que les auteurs ont veillé à ne favoriser aucune des parties au différend. Ils ont insisté autant sur la nécessité de supprimer les surtaxes à l'importation et de revenir sur la réduction du niveau d'assistance fournie aux pays en voie de développement, que sur la nécessité de prendre des dispositions en vue du réaligement des monnaies.

63. Les auteurs du projet de résolution estiment qu'au stade actuel l'Assemblée générale est l'organe le plus approprié pour exprimer ce sentiment; ils souhaitent également souligner que, quelles que soient les mesures adoptées par le Groupe des Dix pour résoudre les incertitudes et les dangers actuels, ces mesures ne peuvent remplacer une réforme définitive adoptée avec la pleine participation des pays en voie de développement, conformément aux principes directeurs énoncés dans le programme d'action de Lima et développés dans le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1. Le seul paragraphe du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1206 a été formulé dans cet esprit et les auteurs expriment l'espoir que ce texte recevra l'appui unanime de la Commission.

POINT 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement : rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (*fin) [A/8399, A/8403, chap. VIII, sect. A, B, C et D; E/4954, E/5043/Rev.1] :**

a) Programme des Nations Unies pour le développement (A/C.2/L.1187/Rev.2);

b) Fonds d'équipement des Nations Unies;

c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;

d) Programme des Volontaires des Nations Unies

64. M. RINGNALDA (Pays-Bas) présente le projet de résolution A/C.2/L.1187/Rev.2, portant sur le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Il signale les modifications apportées au projet de résolution initial. En premier lieu, un nouvel alinéa, qui représente le quatrième alinéa, a été ajouté au préambule. De plus, le huitième alinéa du préambule a subi deux modifications : à la troisième ligne de ce préambule, le membre de phrase "en établissant des programmes démographiques" a été remplacé par le membre de phrase suivant : "en favorisant l'établissement de programmes démographiques"; le membre de phrase suivant a également été ajouté après l'expression "programmes démographiques" : "compatibles avec les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social".

65. Une des principales raisons pour lesquelles la Deuxième Commission est invitée à s'exprimer sur ce sujet est énoncée au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution considéré.

* Reprise des débats de la 1408ème séance.

66. Comme il est rappelé dans le préambule, l'Assemblée générale a invité, en décembre 1966, par sa résolution 2211 (XXI), le Secrétaire général à poursuivre l'application du programme de travail dans le domaine de la population. C'est en réponse à cette demande que le Secrétaire général a créé le Fonds en juillet 1967, invitant les gouvernements à verser des contributions volontaires. Le représentant des Pays-Bas rappelle ensuite qu'en mai 1969, le Secrétaire général a décidé de confier l'administration du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population au Directeur du PNUD, afin que le Fonds puisse utiliser les installations du PNUD sur le terrain. Les contributions au Fonds ont augmenté rapidement, atteignant 24 millions de dollars en 1971, sans compter les annonces de 44 700 000 dollars promises par 32 pays. Les activités concrètes du Fonds sont également très importantes, 400 projets ayant été entrepris dans 61 pays. Les auteurs du projet de résolution considèrent que le moment est venu pour le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population d'examiner si son mécanisme administratif, les principes directeurs et les critères sur lesquels il se fonde pour s'acquitter de ses fonctions, et autres systèmes de gestion sont encore appropriés et répondent pleinement aux besoins des gouvernements.

67. Les auteurs se félicitent que le Secrétaire général ait décidé de lier étroitement le Fonds et le PNUD, d'autant plus que la programmation par pays a acquis beaucoup d'importance dans le système d'assistance multilatérale. Chaque projet entrepris en matière de population devrait être examiné dans le cadre général des programmes par pays, de façon qu'il devienne partie intégrante du processus de développement lui-même. Mais ceci constitue une nouvelle procédure qui pourrait conduire à une modification du système de gestion du Fonds. C'est dans ce sens que les auteurs du projet de résolution ont formulé les paragraphes 2 et 3 du dispositif.

68. Le texte présenté constitue un projet de résolution de procédure, et ses auteurs le recommandent pour adoption aux membres de la Deuxième Commission.

69. M. OGISO (Japon) fait observer que la croissance rapide de la population influe largement sur le cours du développement économique et social des pays en voie de développement, puisque les résultats économiques obtenus peuvent être contrebalancés dans une large mesure par un taux de croissance rapide de la population dépassant le taux de croissance de l'économie. Il faut donc souligner l'importance des problèmes démographiques si l'on ne veut pas que les avantages du développement économique et social soient annulés par suite de la croissance de la population. Toutefois, la décision finale en matière de formulation et de promotion de politique démographique doit reposer sur les gouvernements nationaux, puisque cette décision doit tenir compte de problèmes complexes de caractère social, religieux et éthique propres à chaque pays.

70. D'autre part, une assistance internationale est nécessaire dans ce domaine afin d'aider les gouvernements à appliquer leur politique démographique. Le Gouvernement japonais attache une grande importance aux efforts internationaux déployés en la matière, essentiellement par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de

population. En reconnaissance des activités valables entreprises par le Fonds, le Gouvernement japonais a décidé d'y contribuer et a versé en 1971 1 500 000 dollars, dont un tiers destiné à la Fédération internationale pour le planning familial. M. Ogiso estime nécessaire que, pour s'acquitter de ses fonctions dans le domaine de la population, le Fonds dispose de ressources accrues. De même, le Fonds étant relativement nouveau et en expansion rapide, les arrangements administratifs et opérationnels posent naturellement certains problèmes qui doivent être résolus grâce à l'adoption de nouvelles mesures appropriées.

71. La délégation japonaise a donc les mêmes objectifs que ceux exprimés dans le projet de résolution dont la Deuxième Commission est saisie et a décidé de se joindre à ses auteurs. Elle recommande son approbation aux membres de la Commission.

72. M. DIALLO (Haute-Volta) fait remarquer qu'il n'a pas été possible à toutes les délégations d'étudier comme il convient le projet de résolution A/C.2/L.1187/Rev.2 pour être à même de prendre une décision définitive à la fin de la séance en cours.

73. Il ne pense pas que le problème de la population puisse faire l'objet d'une solution standard ni qu'on puisse imposer aux pays en voie de développement des solutions inacceptables.

74. S'agissant du huitième alinéa du préambule, il attire l'attention des coauteurs du projet sur le fait que toute initiative préconisée par l'Assemblée générale ou par le Conseil économique et social ne constitue qu'une recommandation aux Etats Membres. Par conséquent, on ne saurait demander de favoriser "l'établissement de programmes démographiques" sur la base de décisions prises par ces deux organes.

75. Par ailleurs, les faits tels qu'ils sont connus de la délégation voltaïque ne justifient pas l'assertion — et les chiffres ne la prouvent pas — qu'il existe un lien de cause à effet entre la "croissance rapide de la population" et "l'épuisement consécutif des ressources économiques de nombreux pays en voie de développement".

76. C'est pourquoi M. Diallo demandent aux auteurs d'envisager la possibilité de mettre une virgule après les mots "... programmes démographiques" et de supprimer le reste du paragraphe.

77. Quant au paragraphe 2 du dispositif, M. Diallo voudrait savoir si les auteurs ont une idée des incidences financières qu'entraînerait éventuellement l'application des dispositions préconisées dans ce paragraphe. A défaut de le supprimer entièrement, il aimerait ajouter à la fin du paragraphe après les mots "demandes" les mots "dans le cadre des ressources dont dispose le Fonds".

78. Passant au paragraphe 3 du dispositif, M. Diallo se demande si le Secrétaire général aura le temps, en six mois, de prendre les mesures visées au paragraphe 2 du dispositif et s'il ne serait pas prématuré de lui demander de faire rapport à la cinquante-deuxième session du Conseil économique et social et à la vingt-septième session de l'Assemblée

générale. A son avis, il serait préférable que le Secrétaire général fasse part à la cinquante-troisième session du Conseil économique et social et à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale des mesures qu'il aura prises.

79. Le PRÉSIDENT dit que les incidences financières sont énoncées conformément à l'article 154 du règlement intérieur de l'Assemblée générale et que, dans ce cas particulier, il n'y aurait aucune incidence financière.

80. M. GOBBA (Egypte) déclare que le projet de résolution reprend d'autres résolutions adoptées par l'Assemblée générale et par le Conseil économique et social et que la délégation égyptienne a déjà exprimé son opinion en la matière au cours des débats qui ont porté sur ces résolutions.

81. Le projet de résolution A/C.2/L.1187/Rev.2 n'introduit aucune idée ou opinion nouvelle sur les politiques poursuivies par les divers pays dont l'optique varie en matière de planification de la famille et de politique démographique.

82. Le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population a été créé pour venir en aide aux pays qui en auraient besoin et qui en feraient la demande mais non pour leur imposer une ligne de conduite quant à leur politique démographique. Ceci est amplement expliqué dans le préambule du projet de résolution; aussi M. Gobba demande-t-il au représentant de la Haute-Volta de ne pas maintenir son amendement au huitième alinéa du préambule.

83. Quant au paragraphe 1 du dispositif, les termes en sont clairs. Les gouvernements sont invités à verser des contributions volontaires au Fonds dans la mesure où ils peuvent le faire sans, pour autant, qu'ils réduisent le montant de leurs contributions à d'autres fonds destinés à promouvoir le développement des pays en voie de développement.

84. En conclusion, la délégation égyptienne appuie ce projet de résolution et votera dans ce sens.

85. De l'avis de M. ASANTE (Ghana), le problème dont la Commission est actuellement saisie ne constitue pas l'un des grands problèmes de la Haute-Volta, et naturellement ce pays le voit sous un angle différent.

86. Il convient, avec le représentant du Danemark, qu'il s'agit d'une résolution de procédure et il ne verrait pas d'objection à ce que le huitième alinéa du préambule se termine sur les mots "... programmes démographiques". Néanmoins, si une décision est prise sur ce projet au cours de la séance, la délégation ghanéenne demandera formellement que le paragraphe s'achève sur les mots "... Conseil économique et social", le reste étant supprimé. Les mots "... compatibles avec les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social" ne lui semblent pas être d'un emploi particulièrement heureux mais ils n'entraînent aucune conséquence et peuvent même contribuer à rendre plus claire l'intention des auteurs.

87. En revanche, en donnant l'impression que "la croissance rapide de la population" s'accompagne toujours d'un

"épuisement ... des ressources économiques", on entre en plein dans le domaine de la controverse. Une telle assertion en effet n'est pas toujours valable. Il arrive qu'une croissance rapide de l'économie entraîne une "croissance rapide de la population" et que celle-ci ne soit pas toujours suivie d'un "épuisement ... des ressources économiques".

88. Enfin, M. Asante convient que la phraséologie est plutôt lourde et qu'il eût été préférable d'éviter l'emploi du mot "*coping*". Si une décision est prise pendant la séance, il demandera formellement de supprimer les mots "... et conçus ... développement économique".

89. M. FIGUEROA (Chili) appuie la proposition du représentant du Ghana tendant à supprimer la deuxième partie du huitième alinéa. Les auteurs y soulèvent en effet un problème très controversé, à savoir que "la croissance rapide de la population" entraîne un "épuisement ... des ressources économiques". C'est peut-être vrai pour quelques pays en voie de développement mais pas pour la majorité d'entre eux. M. Figueroa ne croit pas pour sa part que la croissance de la population constitue un problème, et moins encore que l'Assemblée générale puisse se déclarer convaincue de la nécessité de faire face au problème de la croissance de la population qui nuit au développement économique.

90. M. MORENO (Cuba) appuie les interventions des orateurs qui l'ont précédé et dit que la position de son pays sur les rapports entre la population et le développement est bien connue. De façon générale, la délégation cubaine estime que la croissance de la population ne s'effectuera pas au détriment du processus de développement de la plupart des pays sous-développés, y compris de Cuba, où c'est peut-être le problème de la sous-population qui peut modifier le processus du développement.

91. Le problème étant différent selon les pays, on ne peut dire que l'Assemblée générale est convaincue que le problème de la population aurait des répercussions sur le développement économique rapide.

92. Par conséquent, la délégation cubaine appuie la proposition des représentants du Ghana et du Chili.

93. M. DENOT MEDEIROS (Brésil) souligne, en ce qui concerne le fond et la portée des programmes de population conçus par l'Organisation des Nations Unies et par d'autres organisations, que la position du Gouvernement brésilien est bien connue, que la croissance et la régulation des naissances doivent faire l'objet d'autres études et que cette question a pour tous les pays de nombreuses incidences politiques. Il est donc préférable de laisser le soin de toute décision aux gouvernements intéressés et de ne prendre dans ce domaine aucune mesure sur le plan international.

94. Les ressources affectées au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population seraient plus utiles si elles servaient à faire face aux besoins plus urgents des pays en voie de développement dans l'ensemble.

95. M. Denot Medeiros appuie les déclarations faites par les représentants du Chili, de Cuba et de la Haute-Volta sur le projet de résolution. Néanmoins, compte tenu de la

position du gouvernement brésilien en la matière, il faudrait changer radicalement le contenu de ce projet pour qu'il puisse l'approuver.

96. Dans la situation actuelle, si ce projet est mis aux voix, la délégation brésilienne s'abstiendra.

97. M. RINGNALDA (Pays-Bas) dit qu'il s'est entretenu avec certains des auteurs et qu'il est en mesure d'accepter la proposition formulée par le représentant du Ghana et appuyée par les délégations chilienne et cubaine concernant le huitième alinéa et tendant à supprimer les mots "... et conçus ... développement économique," qui ne sont pas absolument nécessaires.

98. Quant aux incidences financières mentionnées par le représentant de la Haute-Volta à propos des mesures visées au paragraphe 2 du dispositif, M. Ringnalda précise, comme le Président l'a déjà fait, qu'il n'y en aura pas.

99. Pour ce qui est de la session à laquelle le Secrétaire général pourrait faire rapport au Conseil économique et social, M. Ringnalda fait remarquer que seuls le Directeur du PNUD et le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population seraient amenés à s'entretenir sur les mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour accroître l'efficacité du Fonds. Ils auraient besoin pour cela de peu de temps.

100. En revanche, il pourrait être difficile de présenter en temps voulu un rapport à la cinquante-deuxième session du Conseil économique et social et les délégations pourraient ne pas disposer de suffisamment de temps pour l'étudier. Par conséquent, M. Ringnalda accepte la suggestion de présenter ce rapport à la cinquante-troisième session du Conseil.

101. M. DIALLO (Haute-Volta) remercie les auteurs de leur esprit de coopération et déclare, en ce qui concerne le huitième alinéa, que le représentant du Danemark a indiqué que les mots "... compatibles ... social" seraient maintenant. Il va sans dire qu'un organe comme le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, qui relève de l'Assemblée générale, ne peut pas prendre de décision en dehors de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social et que les mots susmentionnés ne sont par conséquent pas nécessaires. Mais si leur suppression présente des difficultés, M. Diallo n'insistera pas sur ce point. Il n'insistera pas non plus pour maintenir l'amendement qu'il a proposé d'apporter au paragraphe 2 du dispositif.

102. Il voudrait savoir si le Conseil économique et social n'a pas coutume d'examiner les questions sociales à la session qu'il tient au printemps plutôt qu'à sa session d'été. Dans ce cas, le Conseil ne pourrait être saisi du rapport qu'à sa cinquante-quatrième session. Si, en revanche, il peut l'examiner à sa cinquante-troisième session, M. Diallo ne verra pas d'objection à ce que le rapport soit présenté à la cinquante-troisième session seulement et il acceptera le projet de résolution.

103. M. ALULA (Ethiopie) remercie les auteurs du projet de résolution et fait remarquer qu'il lui semble quelque peu

précipité de prendre une décision pendant la séance en cours.

104. Le retard des pays en voie de développement est dû de façon générale à la surpopulation — c'est le cas de bon nombre de pays d'Asie — et à la sous-population — c'est le cas de plusieurs pays d'Afrique. C'est pourquoi il faut, à son avis, résoudre le problème sur le plan international. Et dans cette optique, le projet de résolution se justifie.

105. S'agissant du huitième alinéa du préambule, il partage le point de vue du représentant du Ghana, à savoir que les problèmes des pays en voie de développement peuvent, dans certains cas, être le fait de la surpopulation.

106. M. Alula appuie la demande de conserver les mots "... compatibles avec les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social" et à supprimer les mots "et conçus ... pays en voie de développement".

107. M. GOBBA (Egypte) ne saurait accepter pour sa part l'amendement proposé par le représentant du Ghana et tendant à supprimer la deuxième partie du huitième alinéa qui traite de la croissance rapide de la population et du problème du sous-peuplement. Si, pour certains pays, cette question n'est pas du ressort du texte, pour d'autres, il n'en va pas ainsi. Par conséquent, M. Gobba demande qu'il soit procédé à un vote séparé sur cet alinéa.

108. M. AL-EBRAHIM (Koweït) constate que le paragraphe 2 du dispositif ne mentionne nullement la formation des experts et du personnel dans les pays en voie de développement. Il s'agit sans doute d'une omission de la part des auteurs du projet et il propose donc d'ajouter à la fin du paragraphe, après le mot "demandes", "et à favoriser la formation de tels experts et personnel dans les pays en voie de développement".

109. M. FERNÁNDEZ-VILLAYERDE (Espagne) trouve qu'il ressort clairement du projet de résolution que chaque pays est libre d'avoir sa propre politique démographique. A son avis, ce texte est beaucoup plus équilibré que d'autres projets de résolution sur la question et il le sera davantage avec la suppression de la seconde partie du huitième alinéa du préambule. Si cette partie de l'alinéa est supprimée, la délégation espagnole votera pour le projet de résolution.

110. M. MASSONET (Belgique) dit que sa délégation votera pour le projet de résolution mais se référant au paragraphe 1 du dispositif, souligne que son vote ne devra pas être considéré comme un engagement de la part de son gouvernement de verser des contributions volontaires au Fonds pour les activités en matière de population.

111. M. ASANTE (Ghana) reproche au huitième alinéa du préambule d'être lourd. La suppression de la deuxième moitié de l'alinéa à partir des mots "et conçus" serait certes une amélioration.

112. M. KAMBA (République-Unie de Tanzanie), prenant la parole pour une motion d'ordre, fait observer que les auteurs du projet de résolution ont déjà accepté la proposition du Ghana tendant à supprimer la deuxième moitié en question. Dans ces conditions, la demande de vote par division de l'Egypte n'est pas justifiée.

113. M. GOBBA (Egypte) fait remarquer que sa demande de division porte sur l'alinéa en question, modifié, et qu'elle est conforme au règlement intérieur.

114. M. ALULA (Ethiopie) dit que, dans ce cas, sa suggestion de faire suivre les mots "Conseil économique et social" du membre de phrase "concernant le problème de la croissance rapide de la population et également le problème du sous-peuplement, qui pourraient notamment ralentir le rythme du développement économique" est justifiée et présente l'avantage de tenir compte des vues qui ont été exprimées, et notamment de celles de l'Egypte.

115. M. CARANICAS (Grèce), se référant au paragraphe 1 du dispositif, note qu'il n'implique pas que les contributions volontaires en question sont obligatoires. Il se félicite que les auteurs aient accepté la suppression de la deuxième partie du huitième alinéa du préambule, encore qu'avec ou sans cette partie de l'alinéa, sa délégation trouve le projet de résolution A/C.2/L.1187/Rev.2 acceptable.

116. M. FLEMING (Argentine) aurait aimé maintenir la deuxième partie de l'alinéa dont l'intérêt réside dans le fait que le sous-peuplement en tant qu'obstacle au développement est un concept dont il est fait état pour la première fois dans les résolutions de l'ONU.

117. M. ARUEDE (Nigéria) estime que le sous-peuplement n'est pas un problème si difficile à résoudre que les gouvernements auront à demander l'aide du Fonds, comme c'est le cas quand il s'agit d'une croissance rapide de la population.

118. M. ALULA (Ethiopie), appuyé par M. GOBBA (Egypte), dit que, puisque les auteurs n'ont pas pris fermement position contre sa proposition et si le représentant du Ghana n'insiste pas pour s'y opposer, on pourrait éviter des difficultés de procédure. Il demande donc au représentant du Ghana de ne pas insister.

119. Le PRÉSIDENT fait observer que les auteurs ont accepté l'amendement ghanéen. Quant à celui du Koweït, ils proposent d'ajouter à la fin du paragraphe 2 le membre de phrase "ainsi que d'envisager la formation d'experts dans les pays en voie de développement".

120. M. AUBAME (Gabon) dit qu'il ne voit pas d'après quel critère les Nations Unies aideraient les pays surpeuplés mais non pas les pays sous-peuplés.

121. M. SIBAJENE (Zambie) pense que, pour tenir compte des vues exprimées par le représentant du Koweït concernant la formation du personnel, un moyen simple serait d'insérer au paragraphe 2 du dispositif, après les mots "du recrutement" les mots "et de la formation".

122. Le PRÉSIDENT répond que l'amendement koweïtien exprime la même idée sous une formule légèrement différente et qu'il a été accepté.

123. M. AL-EBRAHIM (Koweït) accepte la formule que les auteurs ont proposée pour son amendement au paragraphe 2 du dispositif.

124. M. ARUEDE (Nigéria), se référant à l'intervention du représentant du Gabon, fait observer qu'il n'a pas dit que les gouvernements de pays sous-peuplés n'ont pas le droit de demander une assistance des Nations Unies pour résoudre leur problème de sous-peuplement, mais qu'il y a d'autres solutions plus faciles.

125. M. VERCELES (Philippines) présente une motion de clôture du débat.

126. Le PRÉSIDENT dit que si aucun orateur ne demande la parole il considérera que la motion de clôture est acceptée.

Il en est ainsi décidé.

127. Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement de l'Ethiopie tendant à ajouter, au huitième alinéa du préambule, après les mots "Conseil économique et social" le membre de phrase "concernant le problème de la croissance rapide de la population et également le problème du sous-peuplement, qui pourraient notamment ralentir le rythme du développement économique".

Par 40 voix contre une, avec 32 abstentions, l'amendement est adopté.

128. M. GOBBA (Egypte) déclare qu'il n'insiste pas pour que l'ensemble du huitième alinéa du préambule soit mis aux voix.

129. M. FERNÁNDEZ-VILLAVARDE (Espagne), présentant une motion d'ordre, demande que cet alinéa soit mis aux voix tel qu'il a été modifié.

Par 48 voix contre zéro, avec 30 abstentions, le huitième alinéa du préambule, tel qu'il a été modifié, est adopté.

130. Le PRÉSIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1187/Rev.2.

Par 59 voix contre zéro, avec 17 abstentions, le projet de résolution, tel qu'il a été modifié, est adopté.

131. M. ASANTE (Ghana) explique qu'il a voté contre l'amendement éthiopien moins pour des considérations de fond que de forme.

132. M. ABHYANKAR (Inde) explique qu'il a voté pour le texte modifié du projet de résolution parce qu'il répond aux vues de sa délégation dans son ensemble. Sa seule réserve est qu'on risque de consacrer à l'amélioration du mécanisme administratif du Fonds des ressources qui pourraient être affectées plus utilement à des activités en matière de population.

La séance est levée à 19 h 35.